

«Droite: l'échec vient de loin». La chronique de Patrick Devedjian



Patrick Devedjian

05 Juin 2019 à 12h45

« On ne fera pas l'économie d'une réflexion fondamentale : comment les valeurs de la droite que sont la liberté, le travail, la responsabilité, peuvent-elles rejoindre les préoccupations fondamentales de nos concitoyens ? »



Après la victoire de François Mitterrand lors de l'élection présidentielle de 1988, [Jean-Louis Bourlanges, aujourd'hui député MoDem](#), publiait un excellent livre intitulé *Droite année zéro*. Jacques Chirac avait obtenu 19,94 % des voix au premier tour et 45,88 % au second. Près de trente et un ans après, son parti obtient 8,48 % aux élections européennes de 2019. Bourlanges notait le « dérèglement progressif que la droite entretient avec la société française ». Que dire aujourd'hui, sinon que cela n'a cessé de s'aggraver ?

La [droite a abandonné tout souci idéologique](#) depuis très longtemps. Elle courait tantôt derrière le parti socialiste par crainte d'être ringardisée sur les questions sociales, et prête à faire de la surenchère, tantôt derrière le Front national par crainte de perdre ce qu'elle croit être une identité qu'elle ne sait pas définir.

La droite s'est si souvent contentée d'être « la non gauche ». La détention du pouvoir était un objectif en soi, légitimé par « la qualité de notre gestion », alors que, malheureusement, sans être la seule responsable, elle n'est pas innocente de ce que notre pays est en tête des [prélèvements obligatoires](#) et atteint un record d'endettement que le FMI vient de souligner en nous rappelant à l'ordre et à la prudence.

Nous nous moquions des congrès du PS où les motions de synthèses atteignaient le ridicule, car nous, nous étions à l'abri de tout débat de fond. « Occupez-vous de vous faire élire, dites ce qu'il faut pour cela et laissez [l'administration gérer le pays](#) », nous disait-on. Cette haute administration nationale a effectivement fait à peu près la même politique, quelles que soient les alternances. Etonnez-vous que la gauche et la droite soient dévaluées !

La droite ne s'est jamais intéressée aux travaux remarquables de la [Fondation pour l'innovation politique \(Fondapol\)](#), qui lui étaient pourtant dédiés, et que [Dominique Reynié](#) a conduits avec dévouement, intelligence et abnégation. Il y avait là la nourriture intellectuelle et morale pour entretenir les valeurs qui caractérisent la sensibilité de droite : le goût de la liberté, l'esprit de responsabilité, le sens de l'effort, l'ouverture sur le monde et la générosité envers les autres. Mais c'était aux « communicants » de faire les programmes.

Pendant la campagne des élections européennes, LR a voulu concilier les adversaires et les partisans d'une Union européenne renforcée

Res publica. L'organisation du pouvoir politique n'a cessé de se concentrer au long de la V^e République entre les mains toutes puissantes du chef de l'Etat, les corps intermédiaires ont disparu, le Parlement s'est effacé, la centralisation s'est renforcée, malgré quelques efforts notables en 1982 et en 2003, et les partis politiques sont devenus de simples écuries présidentielles au lieu d'assurer leurs missions de formation du personnel politique, de développement du civisme et de lieu d'apprentissage du débat sur le bien public, la « res publica » qui nous est commune.

Pendant la campagne des [élections européennes](#), on a voulu concilier les adversaires et les partisans d'une Union européenne renforcée. Au moment où le Brexit est un enjeu majeur et brûlant pour notre avenir et où il était important de se prononcer sur les palinodies de Theresa May, la liste LR a été inaudible sur ces sujets. Le résultat est que ceux qui s'intéressaient sérieusement à l'Europe, d'une manière ou d'une autre, ont voté ailleurs.

L'étude Ifop-Fiducial pour *Paris-Match* nous apprend qu'aux [élections européennes 15 % de l'électorat de François Fillon](#) en 2017, ont voté pour le Rassemblement national et 27 % pour la liste LREM.

Le choc subi par les élus LR est brutal et les conduits à se répartir en six attitudes opposées : 1) ceux qui restent à LR, 2) ceux qui adhèrent à LREM, 3) ceux qui adhèrent à une [structure différente dans la majorité présidentielle comme Agir](#), 4) ceux qui ont décidé d'être « sans étiquette », 5) ceux qui veulent fonder un nouveau parti, 6) ceux qui rejoignent le Rassemblement national. Pendant ce temps-là, le parti est géré par un intérimaire sympathique en la personne de [Jean Leonetti](#), parlementaire spécialisé dans les questions de fin de vie.

La stratégie d'Emmanuel Macron est habile, elle passe par un engagement personnel fort qui le conduit à être sur tous les fronts. Il avait réussi à rassembler le communiste Robert Hue et le libéral Alain Madelin. Aux élections législatives de 2017 comme aux élections européennes de 2019, c'est d'abord pour lui qu'il s'agissait de voter, et c'est pourquoi il a changé le mode de scrutin pour adopter la proportionnelle nationale aux européennes.

La gauche atomisée se regroupe chez les écologistes pour sa partie anticapitaliste, quand son aile libérale tente de créer un pôle de gauche dans la majorité gouvernementale car, après avoir pesé très lourd pour l'élection d'Emmanuel Macron, elle s'inquiète aujourd'hui d'une politique qui, sous la houlette d'Edouard Philippe, semble s'orienter de plus en plus à droite : [suppression de l'ISF](#), politique éducative de Jean-Michel Blanquer, réforme du droit du travail, privatisations...

La politique du chef de l'Etat est habile, elle semble avoir cassé les vieux codes mais elle présente un grand risque en ce qu'elle repose sur sa seule personne, son talent et son intelligence

Portion congrue. La droite se voit aujourd'hui à son tour réduite à la portion congrue par la fuite de son électorat qui se reconnaît dans une part importante de la politique gouvernementale, même s'il reste profondément inquiet de l'[augmentation continue de la dépense publique et donc de l'endettement](#). La proposition de Gérard Larcher d'organiser un

rassemblement territorial afin de répondre à la demande de proximité, est une première réaction, qui s'accorde bien avec les enjeux des élections municipales, difficiles à nationaliser tant la personnalisation des candidats compte, ce qui donne un avantage aux élus locaux bien implantés.

Mais on ne fera pas l'économie d'une réflexion fondamentale : comment les valeurs de la droite que sont la liberté, le travail, la responsabilité, peuvent-elles rejoindre les préoccupations fondamentales de nos concitoyens ? Comment peuvent-elles se décliner pour faire face aux enjeux d'aujourd'hui que sont la protection de l'environnement ou l'intégration des immigrants dans notre culture ? Il ne suffit pas d'avoir un chef, il faut que ce chef ait une vision de l'avenir qui réponde aux attentes encore confuses des Français.

La politique du chef de l'Etat est habile, elle semble avoir cassé les vieux codes mais elle présente un grand risque en ce qu'elle repose sur sa seule personne, son talent et son intelligence. Elle ne peut pas, pour l'instant, s'appuyer ni sur un parti solide, ni sur des équipes très professionnelles. Qu'elle vienne à échouer, par exemple par le retournement des taux d'intérêt, elle offrirait alors un boulevard au Rassemblement national.

- [Les Républicains \(LR\)](#)
- [droite](#)
- [libéralisme](#)